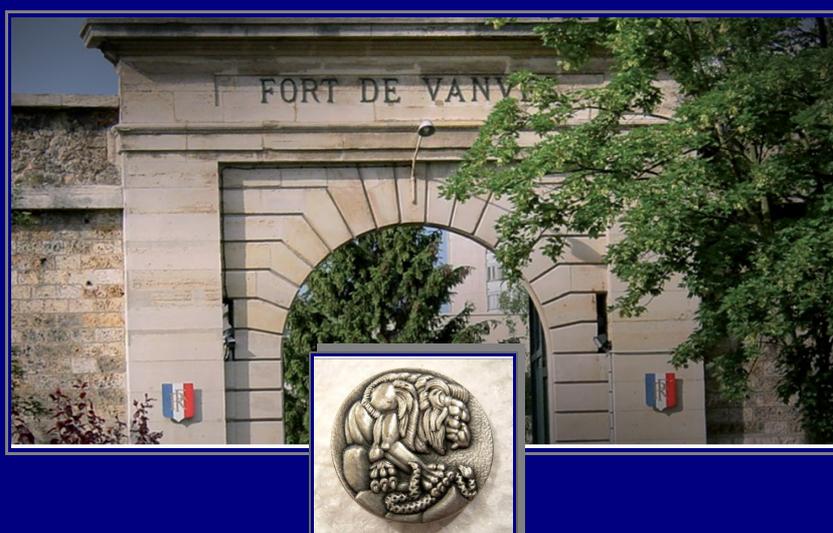


# Histoire des services de renseignement et de sécurité de la défense, du SR Guerre (1872) à la DRSD



**Association des Anciens des Services Communs des Invalides (AASCI)**  
**Association Nationale des Anciens des Services de Sécurité des Armées (ANASSA)**

*Capitaine de frégate (H) Joseph Le Gall  
(ISN 1970)*



## RENSEIGNER POUR PROTÉGER

*Par décret en date du 7 octobre 2016, la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD) est devenue la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD). La DPSD avait succédé en 1981 à la Direction de la Sécurité Militaire (DSM).*

*Ces services trouvent leurs origines en 1872, comme héritiers de la section de contre-espionnage du SR-Guerre de l'état-major des armées.*

*Capitaine de frégate (H) Joseph Le Gall \**

Ce mémoire relate près de cent cinquante ans d'histoire des services de renseignement et de sécurité de la défense. Il s'agit d'une rétrospective non exhaustive qui a pour but de rappeler quelques grands moments de l'histoire du service et son évolution au fil du temps, depuis la création de la section de contre-espionnage du SR-Guerre en 1872.

Il comprend cinq parties distinctes :

- **Première partie** (de 1872 à 1945) :

*Le SR-Guerre du 2ème bureau ; la Première Guerre mondiale ; l'Entre-deux Guerres ; la Seconde Guerre mondiale.*

- **Deuxième partie** (de 1946 à 1961) :

*Le Service de Sécurité des Forces Armées (SSFA) et le Service de Sécurité de la Défense Nationale et des Forces Armées (SSDNFA).*

- **Troisième partie** (de 1961 à 1981) :

*La Direction de la Sécurité Militaire (DSM).*

- **Quatrième partie** (de 1981 à 2016) :

*La Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense (DPSD)*

- **Cinquième partie** (Dossier) :

*Menaces sur le Centre d'expérimentation du Pacifique (1966 - 1996)*

*Nota : ce mémoire est publié sur les sites internet de l'AASCI et de l'ANASSA.  
Sa consultation nécessite l'utilisation d'un mot de passe.*

\* ISN 1970 - a servi à la DSM/DPSD de 1970 à 1997

**Histoire des services de renseignement et de sécurité de la défense,  
du SR Guerre (1872) à la DRSD**  
*Par le CF(H) Joseph Le Gall*

# **PREMIERE PARTIE**

## **De 1872 à 1945**

- I. LE SR-GUERRE DU 2ème BUREAU**
- II. LA PREMIERE GUERRE MONDIALE**
- III. L'ENTRE-DEUX GUERRES**
- IV. LA SECONDE GUERRE MONDIALE**

## I. LE SR-GUERRE DU 2<sup>ème</sup> BUREAU

Le premier service de renseignement français au sein du ministère de la guerre (**SR-Guerre**) voit le jour le 8 juin 1871, au lendemain de la défaite française à Sedan, laquelle a fait prendre conscience à l'état-major de la nécessité de disposer d'un service de renseignement (SR) extérieur à même de connaître et d'anticiper les intentions de l'ennemi. Auparavant, il n'existait aucune structure spécifique dédiée au renseignement et au contre-espionnage (CE).

Le **SR-Guerre** est rattaché au 2<sup>ème</sup> Bureau de l'état-major, chargé du renseignement, des plans d'attaque et de défense. En 1872, une section chargée du contre-espionnage militaire lui est rattachée ; il s'agit d'une petite équipe comprenant seulement cinq officiers, quelques sous-officiers et civils.

En 1876, la section CE prend l'appellation de « **Section de statistiques et de Reconnaissances Militaires** », sa mission couvre à la fois le renseignement et le contre-espionnage. Un cadre juridique est élaboré pour la protection des informations militaires secrètes.

En 1886, le général Georges Boulanger, nouveau ministre de la Guerre, décide de renforcer le secret militaire. Une nouvelle loi pénale va pour la première fois réprimer les activités d'espionnage sur le territoire en temps de paix. La même année, le colonel **Sandherr** est nommé à la tête de la section.

En 1894, l'affaire Dreyfus va révéler plusieurs dysfonctionnements au sein du service de renseignement militaire ; le gouvernement décide de transférer au ministère de l'intérieur toutes les compétences en matière de contre-espionnage.

Le 15 septembre 1899, la « **Section de statistiques et de Reconnaissances Militaires** » est dissoute pour devenir une section effective du 2<sup>ème</sup> bureau désormais responsable de la « recherche du renseignement ».

## II. LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

En 1914, quand la guerre éclate, le renseignement français n'est pas encore à son meilleur niveau.

Le 2<sup>ème</sup> bureau de l'état-major dirigé par le colonel **Charles-Joseph Dupont**, comprend trois sections « pays » (Allemagne, Grande-Bretagne et Russie), une « Section renseignement » (SR), une section « service courant », ainsi que des « postes de renseignement extérieurs » à Mézières, Nancy et Belfort, chargés de l'observation des ouvrages fortifiés des garnisons allemandes de l'Ouest.

*Le général Charles-Joseph Dupont,  
chef du 2<sup>ème</sup> bureau de 1913 à 1917  
(Photo : SHD)*



La Loi du 5 août 1914 sur l'état de siège va redonner la mission du contre-espionnage à l'armée, à partir du code de justice militaire (CJM), lequel définit la nature des crimes et délits et précise les peines encourues par les espions.

Parti de rien - ou presque – le renseignement français va rapidement faire montre d'une grande capacité d'adaptation et d'innovation dans le domaine de la guerre secrète, avec notamment l'emploi de nouvelles techniques (nouveaux moyens de décryptage, TSF, encre sympathique, appareils photographiques miniatures, etc.). L'organisation du renseignement et du contre-espionnage va progressivement se structurer. Au sein du 2<sup>ème</sup> Bureau, est créée une section de renseignement (**SR**).

Le capitaine **Georges Ladoux** (voir encadré), avec l'appui du général **Valentin** qui supervise le 2<sup>ème</sup> Bureau à l'EMA, va proposer au ministre de la Guerre, Alexandre Millerand, un projet visant à centraliser le renseignement entre les services de l'armée et de la Sûreté générale pour toutes les affaires touchant à l'espionnage, au commerce avec l'ennemi, aux trafics et à la contrebande de guerre.

Le **28 mai 1915**, le ministre de la Guerre signe un Arrêté portant création d'une « **Section de centralisation des renseignements** » (**SCR**). Grâce à un vaste maillage du territoire, la SCR a pour missions :

- de **centraliser** et **coordonner** les recherches des différents organes de renseignement du territoire,
- d'**orienter** et **documenter** les enquêtes de la Sûreté générale en matière de **contre-espionnage**,
- de **suivre le déroulement des enquêtes judiciaires** touchant à l'**espionnage**, au **commerce avec l'ennemi**, aux **trafics** et à la **contrebande de guerre**,
- de **sensibiliser les divers échelons du commandement** sur les menaces de l'ennemi.

La SCR s'installe dans les bureaux de l'état-major au 282, boulevard Saint-Germain, à Paris. Dès lors, l'organisation du renseignement et du contre-espionnage va progressivement se structurer. Sur l'ensemble du territoire, des bureaux centralisateurs de renseignement (**BCR**) sont placés auprès de l'état-major de chaque région militaire, des Postes de surveillance militaire (**PSM**) sont ouverts aux frontières. Au fur et à mesure de l'avancée du conflit les missions de renseignement sont de plus en plus nombreuses et précises : identification des régiments ennemis, suivi des transports ferroviaires, suivi des *zeppelins*, repérage des batteries, des usines de guerre, des dispositions préparatoires à une offensive.

Désormais chargée du CE à l'extérieur et sur le sol national, en liaison avec les commissaires spéciaux de la Sûreté générale du ministère de l'Intérieur, la SCR assure la centralisation des informations recueillies par les BCR des régions territoriales et les PSM. Fin août 1915, à l'issue d'une conférence des délégués des états-majors alliés, il est décidé la création d'un « organe interallié de centralisation du renseignement », en matière de contre-espionnage et de guerre économique.

**En 1918, le 2<sup>ème</sup> Bureau de l'état major reprend le contrôle de la SR et de la SCR ainsi que de la section du chiffre.**

### **Le commandant Georges Ladoux, chef de la SCR et de la SR (1914 – 1918)**



**Georges, Emile Ladoux** est né le 21 mars 1875 à Beauchastel en Ardèche.

Issu de la promotion Tananarive (1895-1897) de Saint-Cyr, il choisit l'infanterie et rejoint le 3<sup>ème</sup> RI. Du 13 mars 1913 au 2 juin 1914, il est affecté en qualité d'officier d'ordonnance de **Joseph Noulens**, ministre de la Guerre de **Gaston Doumergue**. Début 1914, avant le début du conflit, le capitaine Ladoux effectue des missions pour le 2<sup>ème</sup> bureau de l'EMA.

Le 31 juillet, à la veille de la mobilisation, le général **Joffre** décide en accord avec le ministre de la Guerre **Messimy**, de le détacher au 2<sup>ème</sup> bureau du ministère de la Guerre. Le 10 août, il est affecté au cabinet du ministre et nommé président de la « **Commission de contrôle télégraphique de Paris** », chargée sous l'autorité du Gouvernement militaire de Paris, de filtrer toutes les informations d'ordre militaire, politique et diplomatique.

Le capitaine Ladoux a surtout à cœur de remplir l'autre aspect de la mission que lui a confié le général Joffre, à savoir **stopper l'espionnage allemand en France**. Pour cela, il étend l'action du service aux frontières. Rapidement, il fait le constat d'une insuffisance de moyens en matière de contre-espionnage (CE). Fin septembre 1914, il adresse au ministre de la Guerre un rapport en ce sens qui sera très apprécié.

Début novembre, il présente avec brio au préfet de police **Emile Laurent**, qui l'accepte, un projet d'organisation des services de contre-espionnage.

Bien qu'officier subalterne, il propose au ministre de la Guerre, **Alexandre Millerand**, un projet visant à centraliser le renseignement entre les services de l'armée et de la Sûreté générale pour toutes les affaires touchant à l'espionnage, au commerce avec l'ennemi, aux trafics et à la contrebande de guerre. Son projet consiste en la création d'un bureau spécialisé de centralisation des renseignements, rattaché au 2<sup>ème</sup> Bureau et au cabinet du ministre. Celui-ci, grâce à un vaste maillage du territoire, permettrait de centraliser tous les renseignements relatifs au contre-espionnage, de les recouper avec les informations de la Sûreté générale, afin de sensibiliser les divers échelons du commandement sur les menaces d'espionnage de l'ennemi.

Avec l'appui du général **Valentin** qui supervise le 2<sup>ème</sup> Bureau à l'EMA, **le capitaine Ladoux va convaincre le ministre de la guerre, lequel va accepter certaines de ses propositions.**

Un arrêté ministériel en date du 28 mai 1915, va porter création d'une « **Section de Centralisation des Renseignements** » (SCR). Elle sera chargée **de centraliser et coordonner les recherches, d'orienter et documenter les enquêtes de CE et de suivre le déroulement des enquêtes judiciaires.**

Pour le capitaine Ladoux, il est primordial que l'EMA garde l'initiative de l'organisation d'une politique globale en matière de renseignement (espionnage et contre-espionnage). En décembre 1915, le général **Galliéni**, ministre de la Guerre, signe le projet de création d'un **5<sup>ème</sup> bureau** à l'EMA, inspiré des propositions du capitaine Ladoux.

**De l'avis de plusieurs historiens, le commandant Ladoux aura été le personnage incontournable du renseignement militaire français durant la Grande Guerre.**

A l'origine de la création de la « Section de centralisation des renseignements » (SCR), il a ainsi jeté les fondements du futur service de **sécurité militaire**.

**En ce sens, on peut dire que le commandant Ladoux a été en quelque sorte, l'un des pères fondateurs de la DSM et de la DPSD.**

### III. L'ENTRE-DEUX GUERRES

#### *Les enseignements de la guerre 1914-1918*

Les résultats obtenus en matière de CE. durant la guerre 1914-1918 vont conduire le ministère de la Guerre à maintenir la **SCR-SR**. En octobre 1924, la section de renseignement devient Service de Renseignement (**SR**). Autonome par rapport au 2ème bureau de l'état-major, il va demeurer au 75, rue de l'Université jusqu'en 1932, avant de rejoindre le 2bis, avenue de Tourville.

Durant cette période de l'entre-deux guerre, le renseignement militaire est doté de moyens modestes, 120 personnes, réparties entre le service central et les six postes frontaliers :

- le **Service de renseignement (SR)** est chargé de la recherche sur l'adversaire, pour exploitation par le 2ème bureau de l'état-major.
- la **Section de centralisation du renseignement (SCR)** oriente et coordonne les affaires de contre-espionnage et assure le recrutement d'agents. Elle est organisée en sous-sections géographiques (comme le SR) correspondant aux adversaires potentiels, dont l'Allemagne et l'Italie.

L'arrivée au pouvoir en Allemagne d'Adolf Hitler en 1933 et la montée en puissance des SR allemands dans l'*Abwehr*, vont amener le gouvernement à renforcer le renseignement militaire et à créer au sein de la sûreté générale un service de contre-espionnage dont l'organisation territoriale est calquée sur celle du commandement militaire.

En juin 1936, le lieutenant-colonel **Louis Rivet** prend la tête du 2ème bureau. L'année suivante, l'EMA va constituer dans chaque région militaire un **Bureau de centralisation des renseignements (BCR)**. Parallèlement, il est créé au sein de la SCR un bureau « Défense préventive » chargé de la protection du secret militaire.

En trois ans, le chef de la SCR, le commandant **Guy Schlessier**, et son adjoint le capitaine **Paul Paillole**, vont renforcer le CE : actions offensives vers l'extérieur et mesures de protection du secret au sein des armées.

En 1939, le SR et la SCR sont regroupés au sein du **SR/SCR** (service de renseignement/section de centralisation des renseignements) au **2bis, avenue de Tourville**. Le lieutenant-colonel **Schlessier** et le capitaine **Paillole** vont convaincre le gouvernement de la nécessité de prendre de nouvelles dispositions en matière de contre-espionnage.

Un décret du 10 février 1939 définit l'organisation des services de contre-espionnage en temps de paix et en temps de guerre :

- En temps de paix : « **La police de CE sur le territoire relève du ministère de l'intérieur, et le CE à l'extérieur du ministre de la Défense nationale et de la Guerre** ».
- En temps de guerre : « **Les pouvoirs exceptionnels donnés par la loi sur l'état de siège, en ce qui concerne la répression de l'espionnage, sont exercés par le ministère de la guerre (SCR), tant à l'intérieur qu'à l'extérieur** ».

Son article 15 institutionnalise la relation étroite rétablie au fil des ans entre le CE du « 2bis » et la Surveillance du territoire.

## IV. LA SECONDE GUERRE MONDIALE

### *Naissance de la sécurité militaire (SM)*

Jusqu'en septembre 1939, dans la marine, la section « S » (sécurité) du 2ème bureau de l'Etat-Major Général (EMG) Marine est chargée de la surveillance du personnel, de la protection des points sensibles et de la liaison avec les services de police chargés de la répression du contre-espionnage.

Le 3 septembre 1939, à la déclaration de guerre, conformément au décret du 10 février, la SCR prend le contrôle de la surveillance du territoire et des services du ministère de l'Intérieur chargés du contre-espionnage. En l'absence de service de sécurité militaire, les BCR des régions militaires sont renforcés par des réservistes pour assurer la sécurité à l'arrière des forces.



Après la signature de l'armistice le 22 juin 1940, l'état-major des armées et le renseignement militaire s'installent à Vichy. Le colonel **Rivet**, chef du SR-SCR, décide de scinder les moyens de renseignement en deux entités :

- Une **structure officielle** au service de l'armée d'armistice chargée de la protection du secret de défense et de la protection des armées, qui servira également de couverture aux actions clandestines,
- Une **structure clandestine** en Zone libre, sous couverture, pour mener la lutte contre l'occupant, comprenant trois sections : renseignement, écoutes et décryptage, contre-espionnage. Le CE offensif est dirigé par le capitaine **Paul Paillole**. Des SR marine et air clandestins sont également créés.



Le 2<sup>ème</sup> bureau de la marine à Vichy est dirigé par le capitaine de vaisseau **Marc Samson**, lequel va dissimuler son SR sous l'appellation de « **Section d'études économiques** » (SEE) de la marine marchande.

Le grand hôtel « Le Helder », siège du secrétariat d'Etat à la Marine, de l'Amirauté Française, de l'Etat-Major des Forces Maritimes, de la direction de la marine marchande et de la sécurité navale.

(Photo DR)

Le 18 décembre 1940, la Sécurité Navale (SN) remplace la section « S » de EMG2, avec pour mission officielle la protection du moral du personnel de la marine. Elle a aussi un but clandestin : « La lutte dans tous les domaines, contre les agents de l'ennemi ». Durant la guerre, la SN prend successivement les appellations de Centre de Renseignement Marine (CRM) et de Service de statistiques et de documentation (SSD), toujours rattaché à EMG2. La SN va secrètement fournir à Londres des informations précieuses sur la marine allemande dans les ports de l'Atlantique et de la mer du Nord.



À Londres, le **général de Gaulle** crée un 2<sup>ème</sup> bureau au sein de l'état-major de la France libre, dont il confie la direction au capitaine, promu commandant, **André Dewavrin**, alias « **Passy** » (à droite).

Ce service deviendra en 1942, le **BCRA** (Bureau Central de Renseignements et d'Action).

(Photo : ECPA)



**André Dewavrin** sera, pendant trois ans, l'organisateur et le chef des services secrets de la France libre, auprès de l'état-major des Forces françaises libres (FFL).

Le 8 novembre 1942, les alliés débarquent en Afrique du Nord (Opération « Torch » du 8 au 16 novembre 1942) ce qui a pour conséquence l'invasion de la zone libre par les allemands. Les principaux services français se replient sur Alger, un réseau clandestin continue d'opérer en métropole.

Le 27 novembre 1943, depuis Alger, le général De Gaulle crée la **Direction générale des services spéciaux (DGSS)** ; cinq mois plus tard, le chef de la France Libre donne au « **service de sécurité militaire** » (SM) sa mission au sein de la DGSS, sous la direction du commandant **Paul Paillole** (voir encadré).



Le 15 novembre 1942, le **colonel Rivet** qui a rejoint l'armée d'Afrique du **général Giraud**, est nommé à la tête de la **Direction des services de renseignement et de la sécurité militaire (DSR/SM)**.

Deux mois plus tard, le **commandant Paillole** arrive à Alger et devient le **chef de la sécurité militaire**.

De gauche à droite, le colonel Louis Rivet et le commandant Paul Paillole. (Photos : SHD)



## Paul Paillole

né le 18 novembre 1905 à Rennes



Pupille de la Nation, **Paul Paillole** s'engage le 1er octobre 1925. Saint-cyrien de la promotion «Maroc et Syrie» (1925-1927), il est affecté avec le grade de sous-lieutenant au 17<sup>e</sup> régiment de tirailleurs algériens en octobre 1927, puis au 21<sup>e</sup> RTA le 1er janvier 1929. Promu lieutenant le 1er octobre 1929, il est admis à l'école des officiers de gendarmerie de Versailles avant d'être affecté comme stagiaire au 7<sup>e</sup> régiment de chasseurs, le 1er avril 1931.

En 1935, il est affecté au **SR/SCR** du 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major, dirigé par le colonel Rivet, au 2bis avenue de Tourville. Promu capitaine le 25 juin 1936, il est responsable de la section allemande sous les ordres du lieutenant colonel **Guy Schlessler**.

**Dès 1937, à la veille de la guerre, Schlessler et Paillole conscients de la montée des périls vont réorganiser le contre espionnage. Sous l'impulsion du capitaine Paillole, une nouvelle législation relative à la répression de l'espionnage voit le jour.**

En juin 1940, au lendemain de la signature de l'armistice, il entre dans la clandestinité au sein de l'organisation mise en place par le colonel Rivet. Il crée et dirige le service des «travaux ruraux» (TR) **couverture du service de contre-espionnage offensif**. De l'automne 1940 à août 1942, depuis son PC clandestin de Marseille, il mène une lutte intensive contre les agents allemands, y compris en zone occupée.

Recherché par les services allemands, l'invasion de la zone libre en novembre 1942 le contraint à s'évader via l'Espagne et à gagner Gibraltar. Il rejoint ensuite Londres où il est reçu par les responsables de l'*Intelligence Service* (IS) et rencontre le commandant « Passy », chef du BCRA.

**En janvier 1943, il rejoint Alger d'où il assure la direction de son service clandestin implanté en métropole, organisant notamment les missions spéciales par sous-marins entre Alger et la côte de Provence.**

**Nommé directeur de la sécurité militaire, il va adapter les structures du service aux opérations franco-alliées jusqu'à la Libération, en liaison avec les Alliés et les Forces françaises libres.**

Disposant de la confiance totale des Alliés, il sera le premier officier français associé, sous le sceau du secret, à la préparation du débarquement de Normandie.

En novembre 1944, lieutenant-colonel, en désaccord avec la nouvelle réorganisation du CE, il préfère démissionner.

Après la guerre, il va occuper d'importantes fonctions dans une grande société et sera maire de sa commune pendant plusieurs années.

En 1953, avec ses compagnons de route, il fonde l'Amicale des Anciens des Services Spéciaux de la Défense Nationale (AASSDN), dont il sera le président national pendant près de 50 ans.

Le colonel Paillole est décédé le 15 octobre 2002.

**La promotion 2003 des ISD/ISN porte son nom.**

## La sécurité navale (SN) dans la résistance

**La sécurité navale va, dès novembre 1942, jouer un rôle essentiel dans la guerre clandestine. Le poste de Toulon sera très actif au sein du réseau « Edouard » :**

En novembre 1942, le capitaine de corvette **Jacques Edouard Blouet**, chef adjoint du 2ème Bureau Marine à Toulon, est nommé responsable de la **Sécurité navale**. Dès décembre, il crée le réseau « **Edouard** » au sein du SR Marine. Des renseignements sont transmis à Londres par l'intermédiaire du commissaire **Petitjean** de la surveillance du Territoire.

En mai 1943, le capitaine de frégate **Henri Vaillant**, lui aussi ancien du 2ème bureau marine, est affecté à Vichy, comme chef de la Sécurité navale (SN). Spécialiste des techniques du renseignement, il va, à côté des missions officielles du service, mener des activités clandestines en liaison avec le réseau « **Edouard** » du commandant **Blouet** à Toulon.

L'ISN **Edouard Opplinger**, en poste à Vichy, va rejoindre le réseau « **Alexandre** » dans la région de Marseille, comme « Agent P1 »\*.

En août 1943, Alger envoie le lieutenant de vaisseau **Flichy** par sous-marin pour demander au commandant Blouet de créer un réseau sur la côte, en vue du débarquement programmé en Provence dans les mois à venir. Par la liaison sous-marine suivante Blouet envoie le capitaine de corvette **Barthélémy** pour chercher le matériel radio.



*Le sous-marin « **Casabianca** » s'est illustré dans plusieurs missions spéciales entre Alger, la Corse et la Provence.*

(Photo : ECPAD)

Une fois équipé, le réseau « **Edouard** » comprend 47 agents (une dizaine d'officiers, une quinzaine d'ISN, des officiers mariniers et quelques civils). Le PC du réseau est à Toulon, avec des antennes à Nice, Marseille, Sète, Saint-Nazaire, Lorient et Paris. Chaque antenne comprend en général 1 officier et 2 agents. Tout le courrier et les microfilms sont acheminés au PC à Toulon, lequel les font parvenir aux autorités de la résistance ou directement à Alger clandestinement par avion, certains courriers passent aussi par Sète et la frontière espagnole.

Début janvier 1944, malgré la plus grande discrétion entourant les opérations clandestines, l'un des réseaux du commandant **Vaillant** est identifié et démantelé par les allemands. Le 18 janvier, à 6 h du matin, le commandant Vaillant est arrêté à son domicile à Vichy par des agents français de la Gestapo. Après interrogatoire, il est incarcéré à la prison de Moulins. Déporté en Allemagne, le CF **Vaillant** va y décéder un mois avant la fin de la guerre (voir encadré). Grâce au strict cloisonnement observé, le réseau « **Edouard** » de la sécurité navale ne sera pas inquiété.

---

(1) classification d'un agent de renseignement ou responsable qui travaille pour la résistance d'une manière habituelle - L'officier principal des équipages **Edouard Opplinger** a donné son nom à la promotion ISD/ISN de 2007.

**Henri Pierre VAILLANT**  
né le 22 Février 1901 à Toulon (Var)



En 1942, promu capitaine de frégate, il est désigné pour l'état-major à Vichy. En mai 1943, chef de la Sécurité navale, il mène des activités clandestines dans la résistance, en liaison avec le réseau « Edouard » créé par le commandant Blouet, chef du PSN Toulon. Malgré la grande discrétion observée, l'un de ses réseaux sera démantelé par la gestapo. Arrêté le 18 janvier 1944, il est déporté au camp de Neuengamme près d'Hambourg, et employé à la fonderie d'obus des usines Hermann-Goering. Admis à l'infirmerie en janvier 1945, il meurt d'épuisement le 3 avril, un mois avant la fin de la guerre.

Henri Vaillant est promu capitaine de vaisseau à compter du 1<sup>er</sup> mars 1945 pour « faits de résistance ». Le 29 mai 1945, il est cité à l'ordre de l'armée de Mer par le général de Gaulle :

*"Officier exemplaire, ayant témoigné pendant l'occupation ennemie d'un sens élevé et très pur de son devoir de Français et de militaire.*

*A rendu les plus grands services à nos organismes de résistance et de renseignement. Arrêté par la Gestapo le 18 janvier 1944, a été déporté en Allemagne où il a disparu."*

*Le capitaine de vaisseau Vaillant est le parrain de la promotion ISD/ISN de 1989.*

Après l'arrestation du CF **Vaillant**, le commandant **Blouet** est désigné pour Vichy à la tête de la sécurité navale. Avant de quitter Toulon, il désigne le capitaine de corvette **Pierre Baudoin** (alias « Teddy ») qu'il connaît bien pour le remplacer au poste de Toulon. Ses adjoints au sein de la SN sont les LV **Henri Pieters** (Ndr : deviendra le 1<sup>er</sup> chef du poste de sécurité navale à Saïgon de 1945 à 1948), **Gardies**, **Morel** et **Tournyol du Clos**, l'ISN **Vigier**, l'EV **Grandmanche** et quelques autres.

Le CC **Baudoin** va maintenir les contacts établis par son prédécesseur avec les autres réseaux grâce notamment à l'ISN **Georges Vigier**, véritable cheville ouvrière du réseau « Edouard ». C'est par lui que le CC **Baudoin** entrera en contact avec les chefs des Mouvements unis de Résistance (MUR) (2) avec lesquels il va préparer la Libération du port, et donc dépasser quelque peu le rôle classique du réseau de renseignement. En juin 1944, après l'arrestation à Marseille d'une vingtaine de résistants suite à une dénonciation par un français, agent de la gestapo (affaire « Catilina »), ordre est donné « d'arrêter et fusiller le CV **Blouet**, agent de renseignement gaulliste sur le littoral méditerranéen ». La gestapo ignore qu'il est à Vichy.

---

(2) Les Mouvements unis de Résistance (**MUR**) sont l'organisation unifiée issue de la fusion en janvier 1943, des trois mouvements de résistance non communiste de zone sud : Combat, Libération et Franc-Tireur. Cette fusion est réalisée à l'initiative de Jean Moulin, qui préside le premier comité directeur des MUR. Malgré des rapports parfois tendus avec la France Libre et ses représentants, la fusion réussie sera un facteur important de préparation de la libération.

**Jacques Edouard BLOUET**  
né en 1901 à Paris



En novembre 1942, capitaine de corvette, chef adjoint du 2ème Bureau Marine, est nommé chef du poste de Sécurité navale à Toulon.

Il crée le réseau « *Edouard* » (son 2ème prénom) au sein du SR Marine. En liaison avec Alger et la résistance dans le sud de la France, son réseau obtient de remarquables résultats.

En février 1944, après l'arrestation du commandant Vaillant par la gestapo, il est désigné pour le remplacer à Vichy comme chef de la Sécurité navale, au moment où lui-même est recherché par la Gestapo à Marseille.

Décret du 26 février 1945

Est nommé dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur, au grade d'officier.

*« Officier supérieur ayant fait preuve de grandes qualités de chef et d'organisateur. S'est mis dès 1942 spontanément à la disposition des services de renseignement. A su organiser et développer des réseaux de grande valeur militaire qui ont contribué pour une large part aux succès des opérations de débarquement sur les côtes françaises de la Méditerranée, utilisant au maximum les facilités que lui procuraient ses fonctions officielles, malgré les risques considérables qu'il courait. Recherché par les allemands n'a dû qu'à leur départ précipité de ne pas être arrêté ».*  
*Cette décoration comporte l'attribution de la Croix de Guerre avec palme.*

*Signé : De Gaulle et Jacquinet, ministre de la Marine*

*Le capitaine de vaisseau Blouet est le parrain de la promotion ISD/ISN de 1994.*

Bien que menacé d'arrestation, le CC **Baudouin** va réussir avec son réseau et l'aide des FFI à récupérer et à soutenir les missions parachutées par Alger avant le débarquement en Provence, en particulier la mission « *Sampan* », chargée d'empêcher le sabotage du port de Toulon par les Allemands.

L'équipe est parachutée dans la nuit du 12 au 13 juin 1944 dans le Vaucluse, elle est composée du LV **de la Ménardière** (Max-Sampan) chef, du LV **Midoux** (René-Jonque) adjoint, de l'EV **Sanguinetti** (Tony-Canot) adjoint et du maître mécanicien volant **Turleur** (Perroquet) radio. Leur contact prévu est « *Teddy* » (CC **Baudouin**).

Avant le débarquement (opération « *Dragoon* » - voir encadré), l'ISN **Vigier** va recueillir de précieuses informations sur la défense allemande sur le littoral. De ses observations il ressort qu'en plus des deux secteurs fortifiés de Toulon et de Marseille, le dispositif comprend de nombreux emplacements de batteries d'artillerie avec des pièces de gros calibres dont celles de Saint-Mandrier d'une portée de 35 kilomètres, des nids de mitrailleuses, des blockhaus, des tranchées et des champs de mines.

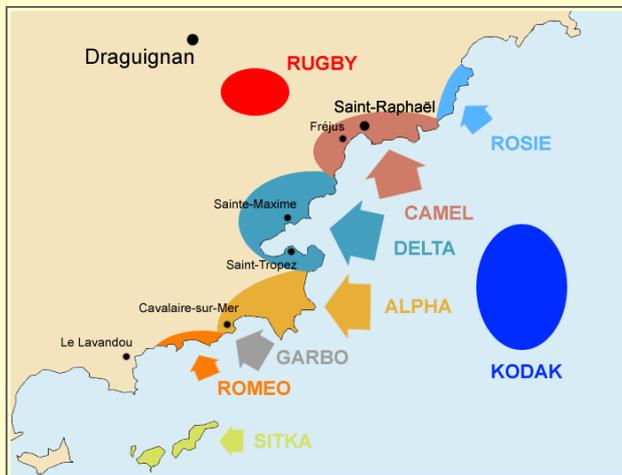
Vu leur importance, il est urgent de transmettre ces renseignements aux alliés. Le 5 août, le LV **Midoux** est envoyé à Alger par avion, d'où il rejoindra au large de la Corse, l'USS *Catoctin*, le navire amiral américain.

## L'opération Dragoon (du 15 août au 11 septembre 1944)

La sécurité navale de Toulon opérant au sein du réseau « Edouard » va soutenir les missions parachutées par Alger avant le débarquement en Provence, en particulier la mission « Sampan », chargée d'empêcher le sabotage du port de Toulon par les Allemands. Avant l'assaut, des renseignements importants recueillis par l'ISN Vigier sur la défense allemande sur le littoral seront transmis à l'USS Catoctin (photo : US Navy), navire amiral américain. Par ailleurs, le Capitaine de corvette Baudoin, chef de la SN Toulon, va communiquer au Général de Lattre de Tassigny des informations qui vont faciliter la progression de la 1ère armée sur Toulon et Marseille.



L'assaut naval a lieu sur les côtes varoises entre Toulon et Cannes. Au total, 880 navires anglo-américains, 34 français et 1 370 chalands de débarquement sont engagés. Durant la nuit du 14 au 15 août 1944, les commandos français sont débarqués sur les flancs du futur débarquement :



- au nord, Force Rosie (groupe naval d'assaut français, capitaine de frégate Seriot) débarque à Miramar pour couper la route aux renforts allemands venant de l'est ;  
- au sud, Force Romeo, un groupe français des commandos d'Afrique du lieutenant-colonel Bouvet, débarque de part et d'autre du cap Nègre.  
La Force Sitka constituée de la 1<sup>st</sup> Special Service Force se charge de détruire les batteries des îles côtières.

Les trois divisions américaines forment la Force Kodak. Les troupes d'assaut du 6<sup>ème</sup> Corps Américain sont elles-mêmes divisées en trois forces (Alpha, Delta et Camel).

Le 16 août, à J + 1, débarque la Force Garbo de la VII<sup>e</sup> armée US composée du 6<sup>e</sup> corps US et de l'armée B commandée par le général de Lattre de Tassigny, comprenant : la 1ère division française libre (1ère DFL) du général Brosset, la 3ème division d'infanterie algérienne (3ème DIA) du général de Monsabert et la 1ère division blindée (1ère DB) du général Touzet du Vigier. Les trois quarts de la Force Garbo étaient sous commandement français avec pour moitié des troupes des colonies (moitié de soldats d'origine européenne et moitié de soldats africains et nord-africains). L'objectif était de faire une poussée vers Toulon.

Le 16 août, le CC **Baudoin** envoie l'EV **Sanguinetti** à la rencontre du Général **de Lattre de Tassigny**, à peine débarqué, à son PC de Cogolin, pour lui indiquer un itinéraire détourné permettant d'atteindre Toulon en évitant les principales défenses allemandes. Cette initiative permettra de gagner quelques semaines sur le tableau de l'ordre de marche de la première armée, dans la libération des ports de Toulon et Marseille.

### **Pierre Charles BAUDOIN**

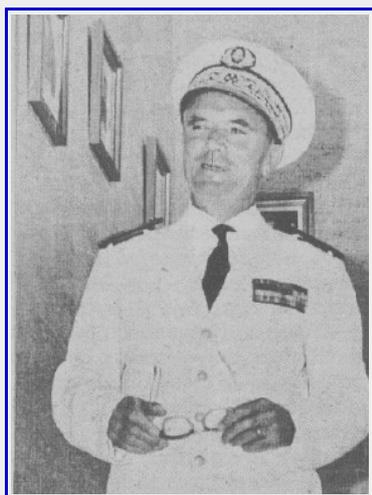
Né le 16 mars 1905 à BREST (Finistère)

En février 1944, le capitaine de corvette Baudoin (« Teddy ») succède au commandant Blouet comme chef du poste de Sécurité navale de Toulon. A la tête du réseau « Edouard », il va, avec l'aide de l'ISN Georges Vigier, entrer en contact avec les chefs des Mouvements unis de Résistance (MUR) (1) en vue de préparer le débarquement allié en Provence (opération « Dragoon »).

A la demande d'Alger, il va récupérer la mission « Sampan » parachutée dans la nuit du 12 au 13 juin 1944 dans le Vaucluse. Son réseau et les FFI vont apporter aide et soutien à l'équipe du LV de la Ménardière, chargée d'empêcher le sabotage du port de Toulon par les Allemands.

Le 16 août, il fait transmettre au Général de Lattre de Tassigny, à son PC de Cogolin, des informations qui vont faciliter la progression de la première armée sur les ports de Toulon et Marseille.

Lors de la prise de la ville de Toulon, du 20 au 28 août, le commandant Baudoin n'hésitera pas à faire le coup de feu.



*Capitaine de frégate le 9 octobre 1944, il nommé après son affectation au PSN, chef de cabinet du préfet maritime de Toulon.*

*Promu capitaine de vaisseau le 1er octobre 1947, il va poursuivre une brillante carrière dans la marine.*

*Vice-amiral d'escadre, il terminera sa carrière comme Préfet maritime de la IIIe région, de septembre 1962 au 1er octobre 1964.*

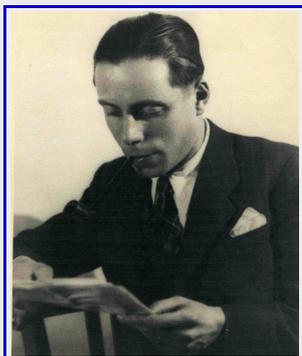
*L'amiral Baudoin est titulaire de la Croix de guerre 1939-1945 avec palmes et de la Médaille de la résistance avec rosette.*

*(Photo : ECPA)*

**A la libération, des documents trouvés au siège de la Gestapo à Marseille ont révélé que les allemands avaient découvert la mission secrète de la Sécurité navale, et qu'une menace directe pesait sur ses membres.**

## **Georges VIGIER dit « Vincent »**

Né le 26 octobre 1912 à Equeurdreville (Manche)



Engagé volontaire dans la marine le 1er octobre 1931  
En 1941, retenu par le Secrétariat d'Etat de la Marine pour le Stage d'inspecteur de sûreté navale, il est affecté au poste de Sécurité navale de Toulon.  
En décembre 1942, il rejoint la résistance au sein du réseau « Edouard » créé par son chef de poste, le capitaine de corvette **Jacques Edouard Blouet**.

(Photo : collection famille Vigier)

Le réseau « Edouard » a principalement opéré dans le sud de la France. Fort d'une dizaine d'officiers et d'une quinzaine d'inspecteurs de la sûreté navale, ce réseau a été particulièrement actif dans la préparation du débarquement en Provence. L'importance des informations transmises par l'ISN Vigier lui vaudra un télégramme de félicitations du chef des SR à Alger et de l'amiral commandant en chef en Méditerranée.

### **Nomination de Georges VIGIER dans l'ordre de la légion d'honneur :**

Chevalier de la légion d'honneur pour fait de guerre (décret du 1<sup>er</sup> mai 1945) :

*« Résistant de la première heure. A déployé une activité considérable particulièrement dans un service de renseignement de la marine dont il a assuré la continuité dans les circonstances les plus difficiles et les plus dangereuses. A toujours fait preuve d'intelligence et d'imagination remarquables. Bien que se sachant recherché par la Gestapo n'a pas hésité à continuer son travail de renseignement et d'exploitation radio avec un zèle inlassable et un mépris du danger qui ont fait l'admiration de tous. A participé brillamment aux combats de libération de Toulon. »*

A l'issue du conflit, **Georges Vigier** a quitté la marine pour rejoindre la **DST**. Il a terminé sa carrière comme commissaire de police à la BST de Marseille.

*L'ISN Georges Vigier est le parrain de la promotion ISD/ISN de 2008.*

**Le 19 août 1944, un témoignage de satisfaction est accordé à la Sécurité Navale, par le secrétaire d'état à la Marine :**

**" Sous la direction du capitaine de frégate Vaillant (HPA) puis du capitaine de frégate Blouet (JMME), a rendu à la Marine, grâce à l'ardeur, au courage et au tact du personnel d'élite qui la compose, des services considérables, particulièrement du mois d'avril 1943 au mois d'août 1944, malgré les difficultés nombreuses et les risques sérieux qui s'opposaient à son activité "**